

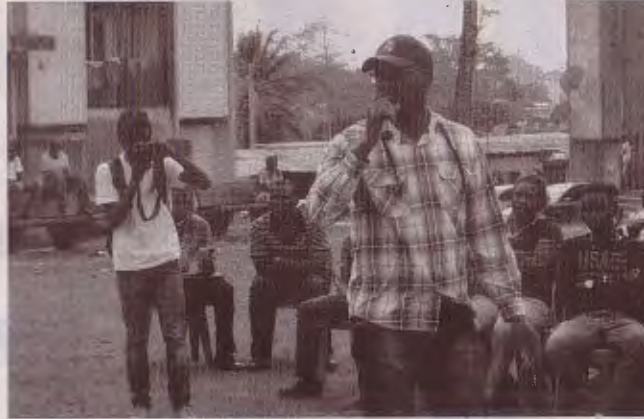
Présidentielle 2016/ Tournée Inter arrondissements d'Héritage et modernité

« Allons chasser Ali Bongo dans les urnes »

Alexandre Barro Chambrier, Edgard Owono Ndong et Vincent Gondjout ont entrepris, les 29 et 30 juillet dernier, une tournée dans les arrondissements de la capitale aux fins d'appeler les populations à une vaste mobilisation pour désormais chasser Ali Bongo dans les urnes.



Barro Chambrier appelle le peuple gabonais à se mobiliser pour battre Ali Bongo par les urnes.



Pour Edgar Owono Ndong, « quel que soit le scénario, Ali Bongo partira ».



Une vue des populations en liesse au quartier Akebé.

Orca Boudiandza Mouele

Après que la Cour constitutionnelle a validé la candidature d'Ali Bongo, dans les états-majors des partis et regroupements politiques, le débat sur cette validation domine les esprits. Partout, de l'USP au PSD, en passant par le Rassemblement Héritage et modernité, il n'y plus de place pour les atermoiements. « Il faut tout mettre en oeuvre pour battre le locataire du bord de mer dans les urnes », c'est ce à quoi s'attelle désormais le directoire d'Héritage et Modernité. Ce regroupement d'anciens élus du Parti démocratique gabonais (PDG) soutient la candidature de Guy Nzouba Ndama. Et pour porter leur champion au Graal, le président de H&M, Alexandre Barro Chambrier, accompagné de son secré-

taire national, Edgard Owono, font, depuis le 29 juillet dernier, le tour des arrondissements de la commune de Libreville, afin d'appeler les populations à voter pour l'ancien président de la l'Assemblée nationale, Guy Nzouba Ndama. Les premières escales de cette tournée, les quartiers C.I (en face de l'UOB), Akébé et La Baie des cochons. Face aux populations quelque peu découragées par la validation du dossier de candidature d'Ali Bongo, Alexandre Barro Chambrier, Vincent Gondjout et Edgard Owono Ndong ont dû faire preuve de beaucoup de pédagogie pour convaincre ces citoyens de la nécessité de poursuivre le combat. Ils leur ont demandé de se lever en masse, de se rendre dans les urnes, le 27 août prochain, afin d'abrégier le séjour d'Ali Bongo au Palais de marbres, sinon mettre fin au ré-

gime de terreur qu'il a mis en place. Pour remobiliser ces populations, les anciens parlementaires ont tenu à porter le message sur le bilan totalement chaotique d'Ali Bongo et les perspectives de reconstruction, par eux, d'un pays laissé en ruine. On a pu le sous-entendre dans l'intervention d'Edgard Owono Ndong. En effet, l'ancien député du canton Ellelem (province du Woleu-Ntem) a fait la genèse d'un septennat marqué par les pillages et la gabegie au sommet de l'Etat. Déclarant implicitement que BOA et sa légion étrangère ont transporté au Gabon le syndrome d'Haïti. « L'une des raisons qui m'a personnellement emmené à sortir de là (PDG), est le constat d'échec très tôt de la politique de l'urgence. Nous étions tous d'accord, en 2009, sur le principe de l'émer-

gence. En ce qu'elle prônait l'essor du Gabon. A la Baie des cochons par exemple, l'on était parti sur un principe de construction d'un prototype de quartier. Mais il n'y est pas arrivé. Cela fait sept ans que l'on attend cela. On pensait qu'au sortir de 2016, nous allions atteindre cent pour cent de distribution en eau. On pensait qu'au sortir de 2016, nous serions à moins de 35 élèves par classes (...) On avait divisé le Gabon en pôles de développement économique. Je prends l'exemple du Woleu-Ntem, on avait prévu un pôle agricole, avec tout ce qui va avec. Rien de tout cela n'a été fait ! ». Pourtant, souligne le secrétaire national d'Héritage et Modernité, les moyens conséquents ont été mobilisés pour mener l'ensemble de ces projets : « 2012, 2013, on a budgétisé tout cela. C'est vérifiable sur

la loi de règlement 2013, 2014. Conclusion : l'argent a souvent pris une autre direction. Il va à l'ANGT, puis dans une certaine caisse de relance et finit dans les poches des individus. (...) On a utilisé à peu près 18 mille milliards en six ans, avec à peu près 5 milles 100 milliards de dettes contractées. La mission constitutionnelle d'un gouvernement est de garantir le bien-être des populations. Par ce principe là, on affecte à ce gouvernement un budget d'investissement, cet argent n'est pas donné à un député ou à un fonctionnaire, on le donne au gouvernement. Donc le responsable de l'échec de développement, c'est le gouvernement. Parce qu'il a le budget d'investissement, il a l'obligation de régler les problèmes de bien-être ». Des propos soutenus par Alexandre Barro Chambrier. Pour le président

d'Héritage et Modernité, il faut désormais tourner la page d'un magistère chaotique, en battant Ali Bongo dans les urnes. Et pour y arriver ABC préconise la nécessité d'avoir une candidature unique de l'opposition. « Nous avons proposé la candidature de Guy Nzouba Ndama. Mais nous devons faire pression pour qu'il n'y ait qu'un seul candidat. On ne peut pas aller aux élections à un tour avec une multiplicité de candidatures. Si les candidats n'arrivent pas à se mettre d'accord, vous avez le devoir de choisir. On ne peut pas avoir 13 candidats pour cette élection ». Les membres de H&M entendent bien, tout au long de cette tournée, mettre la pression sur les différents candidats pour le choix d'un seul porte-étendard. ■